



DROIT ET CROISSANCE

FAIRE DU DROIT UN VECTEUR DE CROISSANCE

Institut Droit & Croissance
C/o Institut Louis Bachelier
28 place de la Bourse
75002 PARIS

RAPPORT D'ACTIVITÉ

I. Activités marquantes de Droit & Croissance en 2017

Publications

I. Études (>25k signes)

- *Une « norme intelligente » au service de la réforme*, Mathieu Luinaud, Mathieu Kohmann, et Victor Fabre, 12/2017 ;
- *European Institutions, Innovation, and Growth*, présentation faite à la Harvard Law School, Sophie Vermeille, 11/2017 ;
- *Decoding Blockchain Legal Issues*, Paul Oudin, 11/2017 ;
- *Bail-ins et résolution bancaire en Europe*, Thomas Philippon et Aude Salord, 06/2017
- *Restructuration de dette obligataire, recapitalisation de la dernière chance et interventionnisme étatique*, Sophie Vermeille, 04/2017

II. Policy briefs (3k-7k signes)

- *Note sur l'état d'avancement des discussions sur le projet de directive européenne*, Sophie Vermeille et Benjamin Fremaux, 12/2017 ;
- *Le test amélioré de l'absence de justification économique*, Thibault Schrepel, 11/2017 ;
- *Note à propos de l'avant-projet de loi sur la réforme du droit des sûretés*, Sophie Vermeille et Benjamin Fremaux, 11/2017 ;

- *Note relative au chantier en cours de la transformation publique*, Etienne Deshoulières, Thomas Saint-Aubin, et Victor Fabre, 10/2017 ;
- *Réponse de Droit & Croissance à la consultation de l'Autorité de la concurrence sur le contrôle des concentrations*, 10/2017 ;

III. Tribunes

- *Pour transformer la France, transformons son droit*, Mathieu Kohmann et Victor Fabre, 11/2017 ;
- *Partager le pouvoir dans l'entreprise, séduisant mais risqué*, Sophie Vermeille et Régis Bourgueil, 11/2017 ;
- *Faciliter la liquidation des actifs des entreprises non viables grâce à des enchères en ligne*, Sophie Vermeille et Régis Bourgueil, 10/2017 ;
- *Défense de l'open data jurisprudentiel*, Maher Dahmani et Régis Bourgueil, 10/2017 ;
- *Enfin un droit de la restructuration efficace*, Sophie Vermeille, Thibault Jauffret, 08/2017 ;
- *Sauver Areva ou assurer les missions régaliennes, il faut choisir*, Sophie Vermeille, 07/2017 ;
- *Un recours contentieux bien construit peut conduire à discipliner les dirigeants*, Sophie Vermeille, 03/2017.

Évolutions importantes dans la vie de l'association

Adoption de nouveaux statuts pour l'association :

Lors du comité de direction du 19 juin 2017, une révision des statuts de Droit & Croissance a été approuvée, puis adoptée lors de l'Assemblée Générale du mois d'octobre 2017. Cette révision des statuts a notamment permis d'intégrer l'adoption par Droit & Croissance, d'une charte de déontologie et de nouvelles règles concernant le cumul des fonctions de membre du comité de direction de Droit & Croissance et de fonctions politiques.

Adoption d'une charte de déontologie :

Le comité de direction du 19 juin 2017 a approuvé la charte de déontologie de Droit & Croissance. Cette dernière a notamment pour objectif de rappeler le caractère non-partisan de l'Institut, la mise en place d'un comité d'éthique, et rappelle le devoir de réserve de Droit & Croissance pendant les périodes de campagne électorale.

I. Gestion

Droit & Croissance compte actuellement environ soixante-dix membres actifs, impliqués tant dans la gestion du Droit & Croissance que dans la recherche, y consacrant jusqu'à 75% de leur temps.

Comité de direction

Sophie VERMEILLE, Présidente, Thomas PHILIPPON, Vice-Président ; Bernard DESOLNEUX, Directeur ; Benjamin FREMAUX : Trésorier ; Mathieu LUINAUD,

Secrétaire Général ; Thomas BOURVEAU, Yann COATANLEM ; Delphine d'ARMAZIT, Stéphane DELACOTE ; Emmanuelle MIGNON ; Pierre-Charles PRADIER, Isabelle ROUX-CHENU ; Ludovic SUBRAN ; Sophie VERMEILLE.

Comité d'orientation :

William AZAN ; Alain BLOCH ; Luca ENRIQUES ; Olivier FRÉGET ; Aurelio GURREA MARTINEZ ; Olivier JOUFFROY ; Augustin LANDIER ; Benjamin LE PENDEVEN ; Olivier LECOMTE ; Ejan MACKAAY ; Anne PERROT ; Alain PIETRANCOSTA ; Thibault SCHREPEL ; Simone SEPE ; Felix STEFFEK ; Adrien TENNE ; Florence THEPOT ; Philippe TIBI ; Hubert de VAUPLANE ; Marco VENTORUZZO.

II. Analyse des comptes 2017

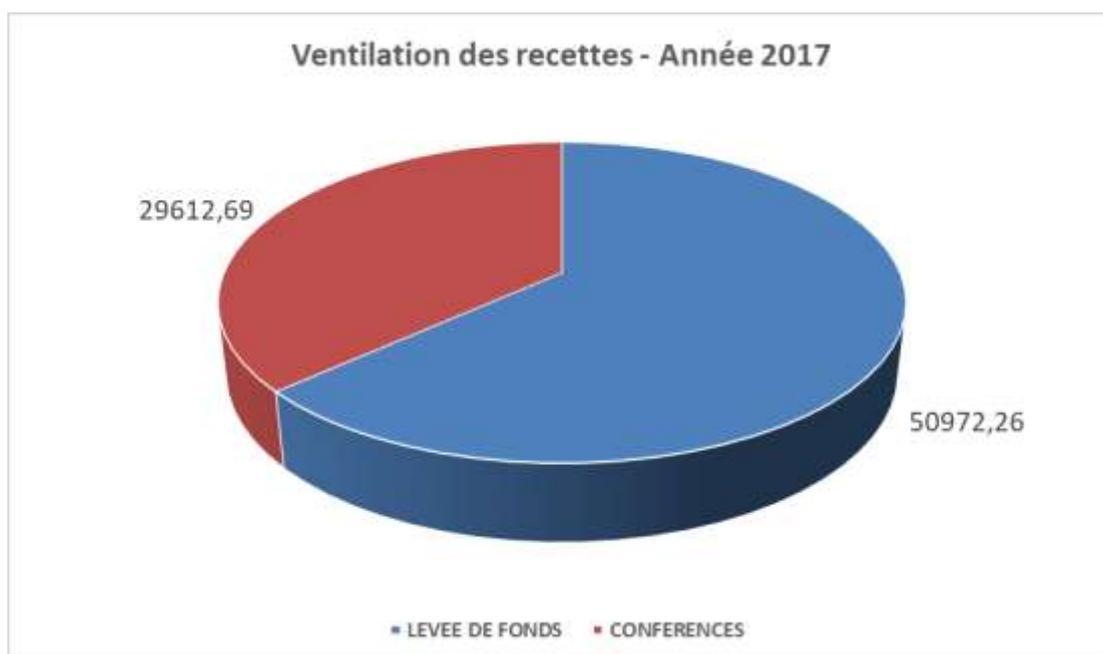
Situation comptable de Droit & Croissance au 31 décembre 2017

La situation financière de Droit & Croissance indique un solde créditeur de 21 590,35 €.

RECETTES

En 2017, les recettes de Droit & Croissance s'élèvent à 80 584,95 € et se répartissent ainsi :

- 50 972,26 € collectés grâce au sponsoring de notre conférence « *restructuring* », soit 63 % des recettes totales, contre 82 % l'an dernier (en 2016, 77 215,98 € obtenus grâce au sponsoring de la conférence « *restructuring* » sur les 94 245,98 € de recette globale) ;
- 29 612,69 € de dons et cotisations ;



DÉPENSES

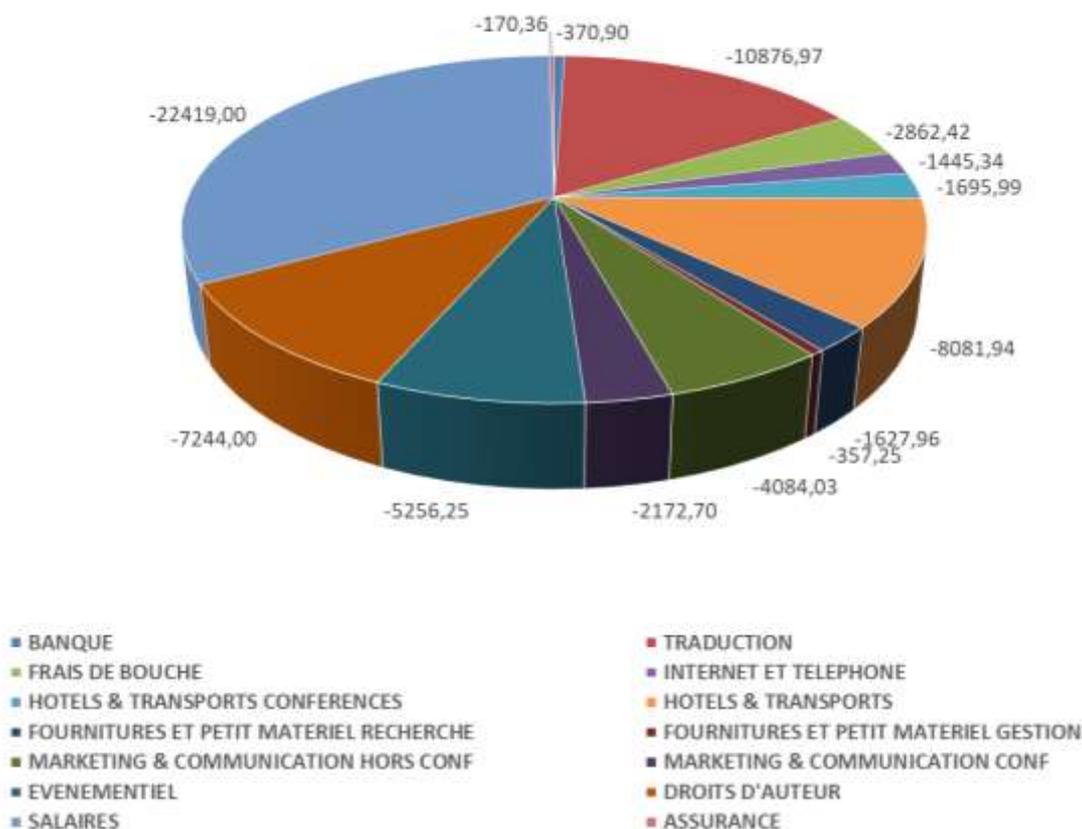
Les frais de gestion (SG&A) sont le poste budgétaire le plus important de Droit & Croissance : 43 864,13 €.

Ces dépenses correspondent principalement aux frais de fonctionnement quotidiens : les frais informatiques (optimisation des logiciels et services de *cloud computing*), les frais de gestion du site Internet (étant précisé que Droit & Croissance n'emploie aucun salarié mais a recours à des personnes sous statut d'autoentrepreneur), ainsi qu'enfin, les frais internes liés à l'organisation des conférences (à l'exclusion des prestations de service facturées par les tiers).

Les frais externes dans le cadre des conférences et les frais liés à la recherche sont les deux autres postes budgétaires significatifs pour Droit & Croissance.

21 640,21 € ont été dépensés pour la recherche et sa valorisation, notamment en raison des compensations allouées aux rédacteurs ayant contribué à l'élaboration des articles de recherche publiés par Droit & Croissance. Sur ces 21 640,21 €, 6 500 € ont été versés aux auteurs. La différence correspond aux postes suivants : les frais de traduction des publications, les frais d'impression des publications, les frais liés au marketing et à leur promotion, les frais d'assistants recherche.

Ventilation des dépenses - Année 2017



OBJECTIFS 2018

Droit & Croissance souhaite poursuivre le renforcement de son pôle de recherche, rémunérant ceux de ses auteurs qui ne disposent pas de revenus significatifs.

Droit & Croissance entend publier dans des domaines plus variés, en dehors de son cadre d'expertise initial, en s'élargissant au droit privé de l'économie. Droit & Croissance mettra ainsi l'accent sur les thèmes suivants :

- gouvernance d'entreprise et droits des minoritaires, il s'agira d'éclairer sur le cadre juridique afin d'encourager une répartition plus large du capital des entreprises, permettant un accroissement de la liquidité ;
- restructuration des dettes souveraines, à l'appui des enseignements en matière de restructuration obligataire de dettes d'entreprise ;
- mécanismes de « résolution bancaire », en proposant des améliorations au cadre juridique européen ;
- concurrence et numérique, le droit de la concurrence est amené à évoluer sous l'effet de l'essor de l'économie numérique.

Bernard Desolneux
Président
bdesolneux@droitetcroissance.fr